

1.4 Emploi et revenus d'activité des micro-entrepreneurs

Fin 2017, 928 000 **micro-entrepreneurs** (ME) sont **économiquement actifs** (figure 1). Ils exercent une activité non salariée dans l'ensemble des secteurs non agricoles, à titre principal ou en complément d'une activité salariée. Ils représentent 33 % de l'emploi non salarié (figure 2), mais cette part varie fortement selon les secteurs : elle culmine à 95 % dans les activités de livraison à domicile et des coursiers urbains. Plus de six non-salariés sur dix choisissent ce régime dans le commerce de détail hors magasin (à distance ou sur les marchés), dans certains services aux particuliers (réparation, entretien corporel) et certaines activités spécialisées (*design*, photographie, etc.). À l'opposé, moins de 16 % des non-salariés sont ME dans les activités financières et d'assurance, le commerce de détail en magasin, le transport de voyageurs par taxis et voitures de transport avec chauffeur ou encore l'hébergement-restauration.

La population des micro-entrepreneurs se renouvelle fortement depuis la création du dispositif en 2009 : plus de 200 000 nouvelles personnes optent chaque année pour le régime du micro-entrepreneuriat. En 2017, 4,8 % des nouveaux ME exerçaient leur activité en tant que **non-salariés classiques** l'année précédente. De même, le nombre de ME quittant ce statut progresse régulièrement, dépassant 150 000 par an depuis 2014. Parmi les ME ayant quitté le micro-entrepreneuriat en 2017, 7,3 % ont poursuivi leur activité en tant qu'**entrepreneur individuel** classique ou en tant que **gérant majoritaire** de société.

Après avoir doublé dès la deuxième année d'existence du dispositif, en 2010, les effectifs de micro-entrepreneurs ont augmenté en moyenne de 22 % par an entre 2010 et 2013 (figure 3). Après une inflexion en 2015, le durcissement des conditions d'accès à ce statut ayant pesé sur les affiliations, leur croissance reste soutenue, mais plus modérée : + 8 % en moyenne par an entre 2015 et 2017. Dans les transports, le statut de ME reste peu répandu (20 000 ME en 2017) en raison de l'importance des frais liés à ces activités,

mais se développe fortement (+ 46 % en moyenne par an depuis 2013) grâce à l'essor des services de livraison à domicile. Dans le secteur de la santé, nombre de professions ne sont pas ouvertes au statut de ME : seulement 59 000 non-salariés exercent leur activité sous ce régime, principalement dans les activités de psychothérapie, psychanalyse, diététique ou sophrologie. La croissance des effectifs de ME dans ce secteur reste soutenue : + 16 % en moyenne par an depuis 2013. Dans les autres secteurs, les effectifs de ME sont moins dynamiques depuis 2013. Ils continuent de progresser de plus de 7 % par an dans l'industrie (59 000 ME fin 2017) et dans les services aux particuliers ou aux entreprises (520 000 ME fin 2017), en particulier dans le conseil de gestion, l'enseignement et les activités artistiques, mais s'essoufflent dans la construction et le commerce de détail (secteurs qui comptent cependant chacun plus de 100 000 ME).

La moitié des ME perçoit moins de 290 euros par mois de leur activité non salariée. Leur faible revenu est lié à la nature de ce régime, qui impose des plafonds sur le chiffre d'affaires. Il s'agit souvent d'une activité d'appoint : 29 % des ME la cumulent avec un travail salarié, contre 9 % des non-salariés classiques. Dans l'industrie et le commerce, la médiane ne dépasse pas 150 euros par mois en 2017, alors qu'elle atteint 500 euros dans la construction. Les **revenus d'activité** s'approchent plus souvent du plafond imposé dans certains secteurs des services aux entreprises ou des services mixtes. Ainsi, un quart des micro-entrepreneurs gagne plus de 1 000 euros par mois dans les activités immobilières, le conseil de gestion, l'architecture et l'ingénierie.

Le poids des revenus des ME dans l'ensemble des revenus générés par les activités non salariées est de seulement 6 % en 2017. Il atteint 35 % dans l'enseignement, secteur où les ME sont particulièrement nombreux et où l'écart relatif de revenu entre non-salariés classiques et ME est minimum. ■

Définitions

Micro-entrepreneurs (ME), **micro-entrepreneurs économiquement actifs**, **non-salariés classiques**, **entrepreneur individuel**, **gérant majoritaire**, **revenus d'activité** : voir *annexe Glossaire*.

Emploi et revenus d'activité des micro-entrepreneurs 1.4

1. Effectifs de micro-entrepreneurs et dispersion des revenus d'activité en 2017

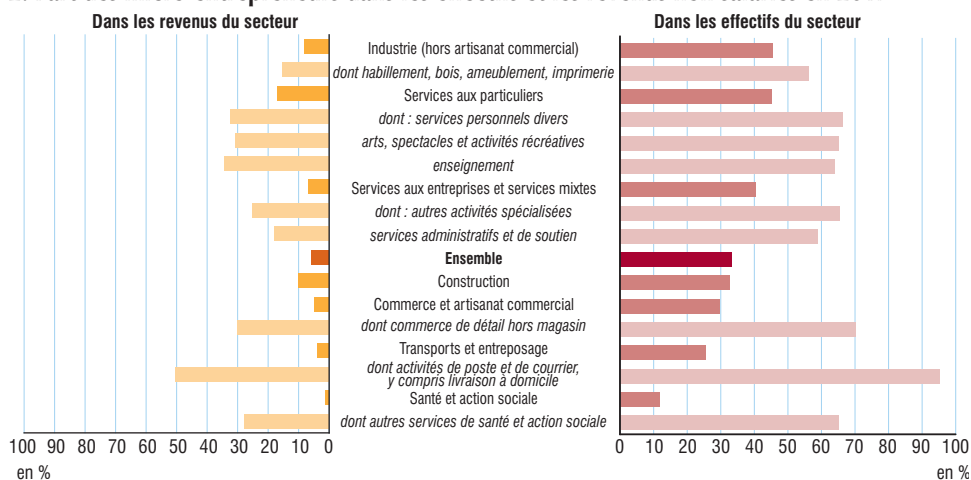
	Effectifs au 31/12 (en milliers)	Part des nouveaux ME dans les effectifs (en %)	Part des sortants parmi les ME de 2016 (en %)	Dispersion hors revenus nuls (en euros)		
				Q1	Médiane	Q3
Industrie (hors artisanat commercial)	59	23,2	18,3	40	150	450
Construction	119	23,6	20,8	180	500	970
Commerce et artisanat commercial	150	24,7	21,4	40	140	450
Transports et entreposage	20	59,0	38,9	60	180	460
Services aux entreprises et services mixtes	257	32,3	25,3	120	370	890
Services aux particuliers	263	24,1	18,2	90	280	650
Santé et action sociale	59	24,7	14,8	100	310	750
Ensemble	928	27,2	21,1	80	290	720

Lecture : parmi les 59 000 micro-entrepreneurs (ME) exerçant dans l'industrie fin 2017, 23,2 % n'étaient pas ME économiquement actifs fin 2016. À l'inverse, 18,3 % des micro-entrepreneurs actifs fin 2016 dans l'industrie (56 000) ne le sont plus fin 2017.

Champ : France hors Mayotte, micro-entrepreneurs économiquement actifs au 31 décembre, hors agriculture.

Source : Insee, bases non-salariés 2016-2017.

2. Part des micro-entrepreneurs dans les effectifs et les revenus non salariés en 2017

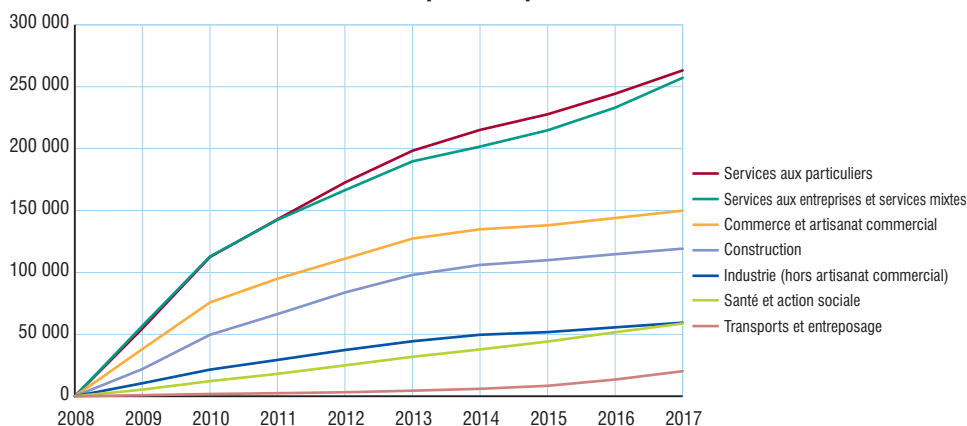


Lecture : dans l'industrie, les micro-entrepreneurs économiquement actifs représentent 45 % des effectifs non salariés fin 2017 et perçoivent 8 % des revenus générés par les activités non salariées du secteur.

Champ : France hors Mayotte, personnes exerçant une activité non salariée au 31 décembre 2017, hors agriculture.

Source : Insee, base non-salariés 2017.

3. Évolution des effectifs de micro-entrepreneurs par secteur entre 2009 et 2017



Champ : France hors Mayotte, micro-entrepreneurs économiquement actifs au 31 décembre, hors agriculture.

Source : Insee, bases non-salariés.